

Une lettre d'Olivier Roy

Article paru dans l'édition du 29.07.09

Après la publication dans nos pages Débats de la chronique de Joseph Illand, haut fonctionnaire de défense au CNRS (Le Monde du 10 juillet), nous avons reçu la lettre suivante de M. Roy.

« L'ingénieur général Illand donne une version aseptisée de son ingérence dans les activités des chercheurs. Il avait été plus clair dans Libération du 13 juillet, où il reconnaissait qu'il m'avait bien écrit en tant que haut fonctionnaire de la défense, après que son « service » de sécurité eut été laissé « pantois », disait-il, par une « erreur » que j'aurais proférée dans un entretien au journal La Croix, concernant le discours du pape à Ratisbonne.

De deux choses l'une :

- Ou bien le service de sécurité du CNRS épluche consciencieusement tout ce que les chercheurs écrivent et leur fait parvenir des rectificatifs en cas de « mauvaises interprétations » : nous sommes alors dans un système de contrôle institutionnel.

- Ou bien le service ne s'est mobilisé que sur cet entretien, et c'est bien alors la mise en cause du Saint-Père qui a suscité l'ire du « service ».

L'ingénieur général n'a pas exprimé son opinion personnelle en tant que citoyen (en ce cas, je lui aurais répondu) : comme il le reconnaît, il m'a bien écrit en tant que haut fonctionnaire de la défense, lequel a autorité sur les chercheurs et, de plus, en se faisant l'interprète de l'indignation de son « service ».

Et c'est bien ça le problème : les chercheurs comme les universitaires et les journalistes doivent pouvoir travailler en dehors des interférences de ceux qui ont autorité sur eux (comme un propriétaire de journal par exemple). Un avis « amical » d'un fonctionnaire d'autorité qui peut interdire une mission, enquêter sur un labo et demander des sanctions (comme on le voit dans l'affaire Geisser, Le Monde du 13 juin) est, qu'on le veuille ou non, une pression. C'est ce qu'ont compris les 5 000 signataires de la pétition de soutien envers Geisser (et non de ses idées par ailleurs).

Je n'ai fait que demander une chose, et je la maintiens : que les membres du « service » de sécurité du CNRS enlèvent leur sabre et leur goupillon de la recherche en général et de ma boîte aux lettres en particulier... »

